



réquisitionne 250 millions d'euros pour la sécurité

Le président LR de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Christian Estrosi, a dévoilé hier un « plan de sécurité intérieure régional » d'un budget de 250 millions d'euros pour « accompagner, soutenir » le travail des forces de l'ordre en « renforçant (leurs) moyens matériels et humains ».

« Ce sont 250 millions d'euros sur le mandat que nous engageons au service de la sécurité », a dit Christian Estrosi lors d'une conférence de presse à La Crau dans le Var. « Nous ne revendiquons en tant qu'élus locaux (...) aucunement d'exercer en matière de souveraineté la responsabilité de la sécurité intérieure de notre pays. C'est une mission régaliennne qui relève de l'État, et de l'État seul », a pris soin de préciser le président de l'exécutif régional avant de détailler ses mesures. Une grande part est dévolue au développement de la vidéosurveillance : 20 millions d'euros seront ainsi consacrés à la création ou l'agrandissement des réseaux de caméras de vidéosurveillance dans les villes. Les caméras seront également déployées dans les transports en commun qui dépendent de la Région, notamment à bord des TER et dans les gares régionales. La Région va aussi « étudier la faisabilité » d'équiper de caméras « tous les autocars des lignes express régionales et des cars de transports départementaux qui nous seront transférés (...) au 1er janvier 2017 ». La mesure concerne « 1 500 cars » dont 700 de transport scolaire, a-t-il précisé. Dans les transports, 44 millions seront investis « pour renforcer la présence humaine (...) avec la création des équipes mobiles d'intervention et plus de 200 agents pour renforcer la sécurité des passagers ». La Région va également créer un « pass sûreté » à partir du 1er octobre : « Nous allons permettre aux 77 000 agents de force de l'ordre de Paca, policiers nationaux, policiers municipaux, gendarmes, militaires, pompiers professionnels et volontaires, marins-pompiers, douaniers, de circuler gratuitement dans les transports en commun de la région », a dit M. Estrosi.

Six millions d'euros seront encore consacrés à « un fonds global d'équipement des polices municipales » pour leur permettre l'acquisition d'armes, de gilets par balles ou pour la création de centres de supervision urbains. M. Estrosi est également revenu sur l'expérimentation des portiques de sécurité installés dans la gare ferroviaire des Arcs (Var), une promesse de campagne lors des dernières régionales. « Sur les six premières semaines d'expérimentation, nous avons intercepté 38 armes blanches ou armes à feu », a-t-il souligné.



Christian Estrosi aux côtés de Caroline Pozmentier. PHOTO DR



L'équipe lauréate avec Joanna Haegel et Hélène Jouve, responsables du projet à la Direction des grands projets de la Ville. PHOTORS.

La Belle-de-Mai débat de son relooking

Urbanisme

Les grandes lignes du projet final « Quartiers libres » ont été présentées lundi soir aux habitants en présence de l'équipe lauréate.

Les résidents ont pu poser leurs questions aux professionnels ainsi qu'aux élus.

MARSEILLE

Laure-Agnès Caradec (LR), présidente de l'agence d'urbanisme de Marseille et d'Euro-méditerranée, avait invité lundi soir les habitants de la Belle-de-Mai à venir découvrir et rencontrer l'équipe en charge du projet « Quartier libres Saint-Charles-Belle-de-Mai ». Après deux ans de dialogue collectif et la réalisation d'un cahier des charges de la part des résidents et usagers du quartier, Michael Güller, principal architecte-urbaniste, a présenté à l'assemblée les premières maquettes de leur futur quartier.

L'enjeu : améliorer la qualité de vie en redynamisant le secteur. Pour se faire les travaux devraient s'organiser autour de la réhabilitation de la caserne de Muy, bâtiment historique construit au XIXe siècle, aujourd'hui à l'abandon et s'étaler sur 140 hectares englobant la gare Saint-Charles. Lors de la présentation, les habitants ont pu questionner les membres du cabinet Güller-Güller en charge du projet. « Combien de logements vont être créés ? » « Quelle est l'ampleur des deux groupes scolaires qui devraient voir le jour ? » « Quelle hauteur vont faire les nouvelles constructions ? » « Y aura-t-il une piscine ou un terrain de sport

pour les minots du quartier ? »

Des questions auxquelles élus et professionnels ont tenté de répondre précisément ou presque... « on va essayer de faire au cas par cas », « on va essayer de maintenir les qualités de l'existant », « on ne peut pas vous dire exactement encore car c'est une logique générale qui va s'étendre sur plusieurs années »...

Des réponses encore floues à des questions pratiques pour ce quartier depuis trop longtemps délaissé par la Ville. Car l'un des défis majeurs de ce chantier est de satisfaire les besoins et attentes locales notamment dans le domaine culturel et scolaire tout en musclant l'attractivité de ce quartier, aujourd'hui l'un des plus pauvres d'Europe.

Une autre interrogation demeure et préoccupe l'assemblée : la question des expulsions et expropriations. « Je trouve ça beau mais j'ai envie que le quartier soit accessible aux habitants », confie une nouvelle riveraine arrivée du Panier depuis 2 ans. « J'ai été concernée par les modifications du Panier et tous les gens que je connaissais là bas se sont fait expulser », confie-t-elle. Jean-François, habitant du quartier et militant associatif, est du même avis mais reste ouvert : « J'ai des craintes, comme toujours... On est à Marseille, les paroles c'est une chose mais les actes c'est autre chose. Après les personnes avec qui on a été en contact comme Hélène Jouve semblent être des gens de bonne volonté, il y a une ouverture possible. »

Si le projet intègre bien une concertation, pas sûr pour autant qu'elle soit pleinement réussie si elle ne dépasse pas les cercles des habitants déjà les mieux informés...
Romane Sachs

ille. PHOTO UMUT AKAR

ose

lge

rticiper au vote en s'ins-
nt sur la plateforme pri-
e-ecologie.fr moyennant
os, EELV espère d'ailleurs
ir sa base « aujourd'hui en-
7 200 adhérents », indique-

utage de parrainages

e craint-il pas un second
droite-FN ? « En 2012, la
he détenait toutes les col-
ités et les deux assemblées,
tant les écologistes étaient
nts au premier tour. Pour-
ce serait à un candidat éco-
te de se faire hara-kiri au-
l'hui ? Le problème ne vient
e nous », balaye-t-il. Le can-
: ajoute : « Qu'ont en com-
Juppé, Sarkozy, Hollande,
on et Montebourg ? Ils sont
le diesel, le nucléaire, les au-
tes, ils ont détruit le fret fer-
ire et promu l'agriculture
activiste. »

omment ressent-il les si-
x appuyés de Jean-Luc Mé-
ion à l'électorat écologiste
erniers mois ? « J'ai remar-
u'il a pris des accents écolos
sa vision utilitariste de la
n'inquiète un peu. Pour moi
d'abord un espace à proté-
, estime Yannick Jadot.

uel qu'il soit, le vainqueur
a primaire des écologistes
osera-t-il des 500 signatures
ssaires pour concourir à la
identielle ? « Ce sera un com-
, reconnaît Yannick Jadot.
est important qu'on finisse
la primaire et qu'on parte à
che au gros, même si j'ai gau-
au parlement européen l'in-
ction du chalutage de fond
ux profondes », sourit-il.

urquette
urquette@lamarseillaise.fr